Devenons des taches d’huile d’olive

Ce dimanche 25 janvier, la Grèce va voter pour l’ensemble de l’Europe. Une bonne quarantaine d’années après le tournant néolibéral du capitalisme occidental, et sept ans depuis le déclenchement de sa crise, une première nation européenne s’apprête à tirer le frein d’urgence. Cette action qui se produira dans le wagon grec fera trembler le train européen qui se dirige à toute vitesse vers le précipice.

Si les néolibéraux ont perdu leur hégémonie idéologique depuis quelques années déjà, ils ont jusqu’à présent pu maintenir leurs politiques faute d’alternative concrète. A l’instar d’un certain nombre de pays d’Amérique latine qui se sont engagés dans une voie non-capitaliste depuis une quinzaine d’années, le Vieux continent pourrait leur emboîter le pas – à sa manière.

La majorité absolue, la condition de départ la plus favorable

Mais rien n’est encore joué. Certes, il semble acquis que Syriza remportera les élections et formera le prochain gouvernement grec. Encore n’est-il pas clair si la coalition de la gauche radicale disposera d’une majorité absolue à la Vouli, le parlement grec, pour pouvoir gouverner avec les coudées franches. Syriza elle-même n’est pas un parti homogène, mais une coalition composée d’une myriade de tendances internes plus ou moins influentes.

Cette coalition comprend aussi bien Synaspismos, la force dominante de Syriza et qui est issue des courants eurocommunistes des années 70. On y retrouve l’Organisation communiste de Grèce (KOA), issue du maoïsme et dont l’anti-impérialisme est la matrice fondamentale. A « l’opposé », pourrait-on dire, il y a également la Gauche rénovatrice

communiste et écologique (AKOA), l'ancien « Parti communiste de l'intérieur », c'est-à-dire non-soviétique en opposition au parti communiste « de l'extérieur » (KKE), intitulé ainsi en référence à son suivisme moscovite. La liste est longue, elle comporte une bonne douzaine d'organisations.

Cela signifie qu'avant de pouvoir négocier une politique avec un éventuel partenaire de coalition, Syriza doit négocier avec « elle-même ». On peut déjà noter que cette hétérogénéité donne du fil à retordre à bon nombre de journalistes et commentateurs politiques peu aguerris aux subtilités de la gauche, et qui, peu habitués à devoir prendre au sérieux des organisations de la gauche radicale, se trouvent devant la lourde tâche de déchiffrer ce qu'ils ne peuvent plus, par la force des choses, ignorer.

La bataille de l'information

C'est d'ailleurs un aspect auquel les militant-e-s en Europe devront faire face : la désinformation, qu'elle soit consciente car véhiculée par des groupes de presse appartenant au grand capital, ou inconsciente car relayée sur base d'imprécisions ou d'incompréhensions souvent le fruit de condition de travail précaires des journalistes.

Il y a quelques jours encore, un « spécialiste » de la Grèce expliquait à Nicolas Demorand sur France Inter (tout de même) que « certaines voix » au sein de Syriza seraient opposées à la sortie de la Grèce de l'euro. Le spécialiste ignorait probablement qu'il s'agit de l'exact contraire, la majorité désirant rester dans l'euro tandis que « certaines voix » demandent le contraire. Le travail de réinformation ne sera donc pas facile.

Le problème de Syriza n'est plus de remporter les élections. Le problème sera de remporter, une fois au gouvernement, le bras-de-fer avec la grande bourgeoisie grecque ainsi qu'avec les marchés financiers internationaux et leurs relais

politiques que sont la Commission européenne, la Banque centrale européenne et le Fonds monétaire international. Sans oublier que l'ensemble des 27 autres gouvernements ne facilitera pas les négociations autour du remboursement de la dette.

L'étreinte qui étouffe

Pour cela, ils mettent déjà en place plusieurs stratégies. Celle de l'intimidation tout d'abord à l'instar du président de la Commission Jean-Claude Juncker ou du ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble ou encore du président de l'Eurogroupe, le très libéral hollandais Jeroen Dijsselbloem, qui menacent ouvertement les Grecs de leur couper les aides européennes (qui d'ailleurs n'en sont pas), voire d'agiter le spectre du « Grexit ».

Mais il y a aussi la méthode subtile, celle de l'étreinte. Certaines voix, même à droite, à l'instar de l'eurodéputé luxembourgeois Frank Engel (CSV) – qui passe beaucoup de temps en Grèce et parle couramment la langue – qui qualifie Syriza « d'organisation sérieuse » avec laquelle il sera possible de s'accorder.

L'establishment européen et les marchés financiers ne craignant pas tant une victoire électorale de Syriza qu'une application par cette dernière d'une politique de rupture réelle avec la doctrine de l'austérité libérale. Pas seulement parce qu'il s'agit d'un Etat-membre de l'Union européenne, mais parce qu'ils prennent conscience que l'expérience pourrait faire tâche d'huile, ce qui est notamment le cas de l'Espagne.

Il n'y aura pas d'austérité soft

Leur enjeu ce dimanche soir sera d'ailleurs d'espérer non pas que Syriza ne sorte pas première des urnes (ce que même la droite grecque estime être désormais acquis) mais que Syriza soit contrainte, faute de majorité absolue, de trouver un

partenaire de coalition, fût-il petit. Ce n'est pas pour rien que fut créé, en mars 2014, le petit parti « To Potami » (« Le fleuve »), autour d'un journaliste de la télévision et qui s'adresse aux déçus des partis traditionnels tout en les maintenant dans l'orbite libérale.

Ou bien la création, en réponse au discrédit total du PASOK qui gouverne avec la Nouvelle Démocratie (droite), par son ancien Premier ministre Georges Papandréou, d'une nouvelle formation social-démocrate, « Kinima » (« Le Mouvement »). Mais le PASOK lui non plus n'exclut pas de soutenir un gouvernement Syriza, à condition qu'il parvienne à réintégrer le parlement.

Nous le voyons, les pressions autour de Syriza sont diverses et intenses. Et elles représentent un véritable danger si elles parviennent à « assagir » Syriza, c'est-à-dire à l'amener à se limiter à une gestion « plus sociale » d'une politique dictée par la Troïka. Mais les politiques criminelles de la Troïka sont aussi compatibles avec la satisfaction des besoins élémentaires de la population grecque que l'huile et l'eau.

La Grèce, c'est l'Europe

La nomenclature européenne fera ainsi tout son possible afin que le gouvernement Syriza échoue, que cela passe par le sabotage pur et simple ou l'étreinte étouffante. Devant une situation sociale qui ne s'améliorerait pas, il n'est même pas à exclure que des mesures autoritaires, si ce n'est en bottes et en uniformes, fassent leur (ré)apparition. Et ceci est tout aussi plausible dans un scénario d'échec que de succès.

Voilà pourquoi le succès de Syriza ne doit pas intéresser uniquement les Grecs, mais toutes celles et ceux en Europe qui souhaitent un changement de cap fondamental. Et cela passera nécessairement par des actions de solidarité concrètes dans tous les Etats-membres de l'Union.

Et ce, dans la perspective de contraindre nos gouvernements, si ce n'est de soutenir (ne rêvons pas trop), du moins de s'abstenir au maximum d'action hostiles envers la Grèce et son gouvernement. Si le renouveau grec a lieu, si Syriza parvient à améliorer sensiblement, dans une première phase, les conditions de vie des Grecs, ce sera une première en Europe ; une première qui fera des émules.

Devenons des taches d'huile !

Au Luxembourg, notre tâche ne sera pas que symbolique. Le calendrier politique est ainsi fait que le Luxembourg assumera la présidence de l'Union européenne durant le deuxième semestre de cette année. Il est évidemment impossible d'anticiper l'avenir. Six mois, c'est long, et d'ici là, nous ne savons pas où en sera le gouvernement grec.

Il n'empêche que le gouvernement luxembourgeois jouera un rôle de premier plan dans l'éventualité d'un bras-de-fer avec Athènes. Du probable trio Tsipras-Juncker-Bettel, deux seront luxembourgeois.

Autant dire que la solidarité luxembourgeoise avec le peuple grec ne pourra se limiter à un piquet de soutien. Il faudra mettre sur pied, et ce assez rapidement, un comité de solidarité aussi large que possible qui mettra tout en œuvre pour pousser le gouvernement luxembourgeois vers des positions les plus favorables possibles pour la Grèce.

Il faudra gagner la population locale à lutte des Grecs, faire comprendre qu'ils la mènent pour toute l'Europe et qu'il est possible de la mener chez nous. Il faudra également interpeller nos socialistes locaux, qui seront amenés à choisir concrètement entre les intérêts du peuple et les intérêts bancaires. Gardons grande ouverte la porte que la Grèce s'apprête à (nous) ouvrir.